

Squat de Coppet
Nous sommes toujours là
... page 4

L'État assassine
et criminalise
la solidarité ... page 7

Appels No Borders,
No Nations ... page 8

Agenda ... page 10



Marche européenne des sans-papiers et migrant·e·s du 2 juin au 2 juillet 2012

La Coalition Internationale des sans-papiers et migrant·e·s (CISPM) appelle toutes les coordinations de sans-papiers et migrant·e·s, les associations, les syndicats, les mouvements sociaux, [etc.] et tout·e·s les citoyen·ne·s à se joindre à elle pour participer à la MARCHÉ EUROPÉENNE DES SANS – PAPIERS ET MIGRANT·E·S qui aura lieu du 2 juin au 2 juillet 2012.

... suite page 2

AGENDA-JOURNAL INTERSTICIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERN@-INTER@SQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)

PRESENTATION : Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé·e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne



PROGRAMME DE LA TRAVERSÉE DE LA SUISSE PAR LA MARCHÉ

21.06 / BÂLE

- 11h : Jogging action antiraciste organisé à la frontière.
- 12h : Une fête est organisée à la frontière pour saluer la marche.
- 13h : Conférence de presse.
- Soir : Occupation d'une place culturelle.

22.06 / BÂLE

- Manif et occupation

23.06 / 12H / BERNE

- Manif contre le durcissement des lois d'asile.

24.06 / BERNE -> WÜNNNEWIL

- Manif contre la privatisation des lieux de vie et domaines de l'asile.

Marche européenne des sans-papiers et migrant·e·s du 2 juin au 2 juillet 2012

(suite)

La Marche vise à réunir les sans-papiers et migrant·e·s venant du plus grand nombre possible de pays membres de la Communauté Européenne et de l'espace Schengen, pour marcher vers le Parlement européen de Strasbourg afin d'y réclamer la liberté de circulation et d'installation, la régularisation globale de tous les Sans-papiers, l'exercice total des droits des migrant·e·s, la protection et le respect des droits des demandeurs d'asile, la citoyenneté de résidence et le respect des droits des roms/tsiganes, etc...

(...) La crise économique et sociale touche en priorité les populations les plus précaires dont font partie les Sans-papiers et les migrant·e·s. Partout, la réponse des gouvernements en place s'articule entre politique d'austérité et de rigueur, utilitarisme migratoire et dérive raciste et xénophobe.

L'austérité : les Sans-papiers et les migrant·e·s connaissent ! La croissance, les Sans-papiers et les migrant·e·s savent depuis des générations qu'elle se fait sur leur dos. Ils/elles sont utilisés massivement comme main d'œuvre captive, bon marché, corvéable à merci et jetable à tout moment dans tous les secteurs de l'économie, particulièrement dans les secteurs non délocalisables (bâtiment, restauration, nettoyage, services,...).

Cette Marche européenne est d'abord dirigée contre les lois répressives (arrestation, rétention, expulsion) dont les États européens se sont dotés, depuis la création de « l'espace Schengen », avec des institutions telles que Frontex, pour « traiter » la question de l'immigration. L'application de ces lois est de plus en plus brutale, xénophobe et arbitraire, raisons pour lesquelles nous retenons qu'il est temps pour les Sans-papiers et migrant·e·s. de marcher vers les Parlements européens de Strasbourg.

(...) Elle sera une marche de révolte contre l'injustice, les discriminations et les inégalités qui frappent de plus en plus violemment les populations d'étrangers, et plus largement, toutes les couches précaires des peuples européens. C'est ainsi que la marche des Sans-papiers et des migrant·e·s doit être comprise comme une Marche de solidarité avec l'ensemble de la population qui ne veut plus d'une société qui donne toujours plus à ceux qui ont presque tout et de moins en moins à ceux qui n'ont presque rien. (...)

Occupation des locaux du PS à Berne

Le 14 mars 2012, le collectif Droit de Rester décide d'occuper le siège du secrétariat national du Parti Socialiste à Berne.

Après pas mal de discussions collectives au sein de la coordination Droit de Rester au niveau suisse, nous décidons de faire un dépôt de liste avec environ 170 noms pour une régularisation collective des sans-papiers. Cette liste a été configurée dans un cadre qui fait omission de tous les critères imposés pour l'Etat, et prend ainsi distance avec la stratégie des autres collectifs de défense des sans-papiers, qui ont souvent pour but de reproduire les lois d'exclusion et de soft-apartheid en matière de migration.

La journée du 14 mars a commencé par un petit rassemblement sur la Kleine Schanze, qui a ensuite conduit une petite délégation composée de 7 personnes (un sans-papiers de chaque collectif et deux soutiens) à une rencontre prévue avec la ministre Simonetta Sommaruga. Nous savions pertinemment que ce rendez-vous n'allait mener à rien; on allait voir de beaux sourires, des belles paroles et intentions, tout cela aboutissant à un « on peut rien faire ». Tout s'est déroulé comme prévu. Nous sommes donc passé·e·s à la deuxième étape : l'occupation du secrétariat national du Parti « Socio-capitaliste ». Nous nous étions mis comme objectif de déranger la classe

politique et de ne pas quitter le local avant de pouvoir parler avec le président du PS (Levrat), et personne d'autre. Vers 14 heures, nous étions déjà là. L'occupation s'est déroulée de manière totalement pacifique et sans aucun type de contrainte, avec environ une centaine de personnes sur place, sans-papiers et personnes venu·e·s en soutien confondu·e·s. La tactique employée par cette fraction de la classe politique pendant l'occupation du local a été une tactique d'épuisement, suivi d'un discours qui, encore une fois, s'est montré complètement démagogique afin de faire comprendre aux sans-papiers que le PS est un parti qui comprend très bien notre problème, et bla bla bla...

La première personne à être venue parler avec nous était un fonctionnaire du local. Puis, vers 16 heures, le responsable de la section romande du Parti, et à 18 heures est venu Mr Sommaruga, député de Genève. Certain·e·s d'entre nous se réjouissaient de voir les socio-capitalistes gené·e·s par cette occupation. C'est à ce moment que Sommaruga a sorti un espèce de "joker" : une invitation du PS à son congrès qui aura lieu le 14 avril, durant lequel le Parti allait traiter du problème de la migration. Certain·e·s d'entre nous ont accepté l'invitation, et ont quitté les lieux en croyant que le problème était presque résolu. Le reste du groupe (environ 40 personnes), sûr qu'il s'agissait d'une manœuvre de distraction et de division du mouvement, a continué à occuper le local en attendant

Levrat. Au lendemain matin, il est arrivé, accompagné du responsable du groupe socio-capitaliste au Parlement. Avec toute l'arrogance digne d'un politicard, il essaya de donner des explications (dignes d'un acteur de série B) au sujet de la régularisation collective. Il nous a aussi proposé de prendre en charge nos frais de déplacement, etc... Nous (la coordination nationale Droit de Rester) avons bien entendu refusé cette proposition, totalement conscient·e·s que l'on ne se vend pas !!!!

Pour conclure, il nous importe de signaler qu'avec une action directe de ce type, il est possible d'obtenir un certain résultat : nous avons réussi à faire venir Levrat, ainsi qu'à obtenir une déclaration publique de la part du PS où ils s'engagent à résoudre la problématique des sans-papiers. En somme, nous ne voulions rien d'autre. Il est également intéressant de se rendre compte qu'on peut utiliser la classe politique à notre insu en leur mettant la pression ; c'est aussi très sain de faire un peu de « gymnastique révolutionnaire »!

Par contre, au congrès du PS du 14 avril, notre délégation a été moyennement bien accueillie : elle a eu droit à la parole pendant moins d'une minute. Il était tout de même important de se rendre visible, et surtout de démontrer le total mépris de la classe politique face aux sans-papiers.

Droit de Rester

Action à Genève et Frambois

Dans le cadre de la marche européenne des sans-papiers et des migrant·e·s, qui tapera du pied contre toutes les formes d'injustice et de discrimination qui écrasent toutes les couches précaires - dont notamment les sans-papiers, nous organisons une journée d'action pour dénoncer cette Europe emmurée qui pue l'état policier.

Cette journée aura pour but de rejoindre le centre de rétention de Frambois, lieu par excellence de la violence exercée envers les migrant·e·s, dont le seul "délit" aura été de chercher une vie digne, introuvable chez eux et elles tant le déséquilibre économique mondial divise et hiérarchise.

La marche qui reliera l'aéroport de Genève à Frambois, symbolise l'inversion du parcours que subissent de force les migrant·e·s renvoyés par la machine à expulsion.

Nous voulons les rejoindre et jouer de la musique devant leurs barreaux, partager une bouffe et l'espoir que nous serons en mesure de faire tomber ces murs, prisons et frontières comprises.

DES PAPIERS POUR TOU·TE·S OU PAS DE PAPIERS DU TOUT.

Rendez-vous le 2 JUILLET 2012, à MIDI, à l'AÉROPORT de Genève.

Collectif Action Frambois



Coppet : Malgré une action de destruction des lieux par le propriétaire,

Nous sommes toujours là !

Le squat de Coppet, c'est maintenant sept ans et demi de vie collective. Un squat sur la Côte, au bord du Léman, une région – si on ose la caricature – plutôt peuplée de gens aisés en résidences secondaires, circulant en Porsche Cayenne pour faire les courses familiales à Manor en campagne le samedi après-midi! Chez nous, c'est une vie débrouillarde qui bat son plein dans un hectare de terrain un peu en friche, un peu sauvage, avec une vieille et belle maison, dure à chauffer mais idéale pour la vie collective. Des roulottes, un potager expérimental avec des petites serres auto-construites, des toilettes sèches, un salon à concerts, un atelier de construction, de l'espace pour vivre ensemble et pour stocker du matériel, ... L'occupation d'un lieu qui, sans cela, serait abandonné, consacré au vide existentiel de la spéculation immobilière et à l'arrogance des promoteurs. Un projet qui visibilise, en somme, les failles d'un système inégalitaire, basé sur l'argent et la cupidité. Un lieu de vie qui prouve qu'on peut résister, du moins un bout, dans le quotidien, à une société qui nous dégoûte. Un endroit pour construire collectivement un mode d'existence différent, et qui désire s'affranchir des rapports de domination.

Lundi 20 février 2012, à 14h, nous avons subi une sale attaque. Accompagné d'une dizaine d'hommes, employés ou proches, le propriétaire débarque sans prévenir sur la parcelle, avec deux camionnettes, ayant forcé le cadenas sur le portail d'entrée. Les hommes commencent à nous voler des vitres et des planches stockées dans la grange. Puis ils forcent l'entrée de la maison et arrachent toutes les portes et toutes les fenêtres qu'ils peuvent. Les vitres volent en éclat, le tableau électrique est débranché, l'arrivée d'eau cimentée. Les tuyaux de poêle sont également arrachés et défoncés, ou embarqués dans leurs camionnettes. Dehors, le propriétaire renverse une à une plusieurs grandes cabines de toilettes sèches stock-

ées près de la maison, menaçant d'enterrer les habitant·e·s dans le jardin avec les cabines.

Mais pourquoi tant de haine... ?? Avant son occupation par notre collectif, la maison était déjà abandonnée depuis une dizaine d'années. Suite à l'occup, le propriétaire dépose plainte pénale ; mais parallèlement, un ping-pong pour un contrat s'enclenche. Aucun accord ne semble acceptable pour les deux parties, et le propriétaire ne fera pas suite à notre dernière proposition. En 2008, les deux habitantes inculpées sont acquittées par le Tribunal. En prononçant ce jugement étonnamment favorable, le juge réinvitera le propriétaire à conclure un contrat. Mais nous n'aurons aucune nouvelle de ce dernier à ce sujet.

À partir de l'été 2010, nous recevons toutes sortes de visites indésirables, des individus qui viennent nous expliquer en toute amitié que des nouveaux projets sont sur le point d'être entamés, notamment la mise à disposition du lieu à une entreprise de sécurité qui y déposerait du matériel ou y aménagerait ses locaux. Nous avons ainsi l'occasion de faire connaissance avec le bras droit du propriétaire, justement gérant d'une entreprise de sécurité nommée Advanced Defense Technologies LTD. Prétextant des travaux imminents qu'il prendrait en charge lui-même, cet homme n'hésite pas à nous intimider, nous menacer, pénétrer dans la maison sans notre accord en essayant de soulever la porte d'entrée et en forçant le passage. Nous n'imaginions pas qu'il s'agissait des prémisses à l'action de force du 20 février dernier, celle-ci ayant été clairement orchestrée et menée par ce même homme.

Pourtant, aucun projet de travaux sérieux n'est présenté par le propriétaire. Son projet initial prévoyait une démolition de la vieille bâtisse pour construire des villas. Cependant, un important plan directeur local (PDL) de la gare de Coppet

envisage la construction d'une route aux abords de la maison. Tant que ce PDL n'est pas accepté et clarifié, ce qui prend des années, les projets de construction sont plus ou moins gelés. Face à ces prolongations, le propriétaire semble changer d'optique et nous parlera à plusieurs reprises de vouloir loger lui-même dans la maison, ou de la louer à une entreprise de sécurité qui y aménagerait ses locaux. Nous refusons de partir car ces projets ne nous semblent ni crédibles, ni louables, ni réalisables. Tout laisse à croire que c'est l'orgueil de propriétaire et le plaisir de voir déguerpir les habitant·e·s qui sont en jeu, et non des réels projets pour l'endroit. Le risque que la maison soit à nouveau abandonnée est évident. Et même si le projet de démolition est envisagé, la parcelle, soumise aux contraintes du PDL, demeurerait certainement terrain vague.

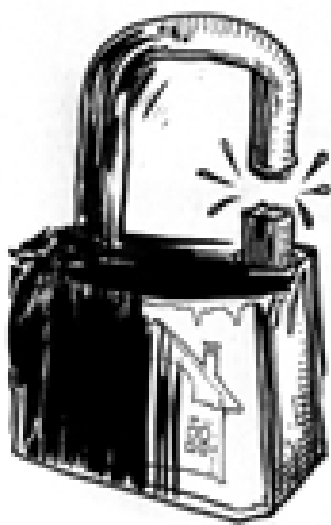
L'action du lundi 20 février visait à rendre les lieux inhabitables et à pousser les squatteur·euses à abandonner leur projet. Mais les éléments importants de la maison ont été rapidement réparés : portes, fenêtres, électricité, eau, installations de chauffage à bois. Merci à tous les sympathisant·e·s du chantier collectif. Ensemble nous pouvons montrer que nous sommes nombreux·ses, solidaires, et que notre détermination est forte.

Les questions que posent ce genre d'actions sont diverses. À commencer par la répression générale des squats, ici et ailleurs. À Lausanne, ce sont les flics qui n'hésitent pas à saccager une maison lors d'une descente dans la maison du collectif Turbo-mongol. Les cinquante habitant·e·s des Jardins familiaux de Vidy, installés dans les cabanons depuis le printemps 2011, on vu leurs cabanes détruites par la Ville, sous prétexte d'insécurité et d'avancement du projet de construction du futur stade olympique. Certaines cabanes, habitées par des familles Roms, avaient aussi été attaquées par des inconnus... dont on imagine assez bien la tendance politique. On peut interpréter ces actes comme une prolongation « populaire » de la politique officielle de discrimination, à l'instar de l'incendie criminel de la maison de paille en 2007.

À Genève, depuis dix ans, plus la crise du logement est aiguë, plus il est impossible d'occuper les espaces vides pour habiter librement. L'évacuation des squats y est devenue systématique et immédiate. Hommes politiques, justiciers administratifs – à travers le procureur Zapelli, qui heureusement a dû démissionner récemment – et police ont travaillé main dans la main pour maintenir le mouvement squat genevois sous l'eau. À Fribourg, squatter semble quasi impossible : les amendes pleuvent, et les autorités et/ou propriétaires demandent des sommes exorbitantes aux squatteur·euses – pourtant toujours rapidement évacuée·s – pour des dégâts fictifs sur les bâtiments abandonnés. À Berne, une société de sécurité privée, Broncos Security, évacue de nouveaux occupant·e·s en lançant leurs affaires dehors et en usant de menaces et de contraintes. Plus loin, à Montreuil (Paris), les flics ont laissé faire les « casseurs » employés par le propriétaire pour détruire les points vitaux d'une maison occupée.

Ces deux derniers exemples rejoignent notre situation: les propriétaires n'hésitent parfois pas

à employer du monde pour aller casser les squats. À Coppet, nous avons vu défiler lors de cette opération ainsi que lors de différentes visites l'année passée, une bonne quinzaine d'ouvriers, travailleurs immigrés pour la plupart, à qui l'on donne des ordres, apparemment en dehors de toute éthique professionnelle. Quelle protection ont-ils ? Que risquent-ils si par exemple leurs employeurs habituels sont mis au courant de leur participation à ce type d'opération ? Et s'est-on soucié de comment ils jugent ces actes ? Nous avons vu ces gens mal à l'aise, comme s'ils découvraient sur place que les lieux étaient habités. Force est de constater que l'exploitation de la force de travail et le mépris qui en découle font partie intégrante d'un véritable « esprit de patron », cher aux exploiters de tous bords. Un profil qu'on retrouve bien chez notre propriétaire, ayant travaillé à la Citibank, une banque privée américaine ayant une succursale à Genève.



Dans ce genre de situations, la lutte dans le cadre officiel de la justice est souvent inévitable : procès, échanges de plaintes, négociations ou conciliations sous contrainte judiciaire... Mais l'usage des outils institutionnels (comme déposer une plainte pénale) ne va pas de soi, pose des questions de fond, auxquelles nous vous invitons à réfléchir avec nous... par exemple en nous rendant visite !

SQUAT DE COPPET
ROUTE SUISSE 54
1296 COPPET

Squattons encore et toujours ! Là où nous sommes déjà ou dans de nouvelles maisons comme à Genève, Pully, Nyon, Lausanne ou Bienne. Et partout où nous voudrions ! Soyons nombreux-ses à proposer des alternatives et à résister ensemble contre l'injustice et l'exploitation ! Construisons des espaces de vie qui échappent aux normes imposées et qui renversent le grand mythe qu'on ne peut rien faire pour changer le monde – pour ne pas dire le sauver !!!

Les habitant·e·s du squat de Coppet

Le 16 avril, une roulotte habitée du squat Lde Coppet est la proie des flammes.

Le constat est sans équivoque ! La piste accidentelle est vite écartée ; le poêle n'a pas été allumé depuis plusieurs jours, le système électrique est hors de cause, et les indices montrent clairement le départ de deux foyers distincts (un sur le lit, l'autre sur une armoire).

Au vu des relations plus que tendues avec le proprio, ainsi que par les actions musclées utilisées par le passé, les soupçons se portent vite sur un incendie fait ou commandité par ce dernier lui-même. Toutefois le manque de preuves claires laisse planer un doute... D'autres pistes pourraient aussi être creusées : Les gamins du quartier ont déjà une fois brisé la fenêtre d'une roulotte pour se divertir. Des nazillons souhaitant marquer le coup pour l'anniversaire de leur groupe affinitaire ont été observés peu avant à Genève. Le délégué envoyé par l'assurance pour l'expertise de la roulotte endommagée par le feu, laissera quant à lui entendre que la même semaine, une autre roulotte a été incendiée dans une commune avoisinante. Toujours dans les mêmes dates, un début d'incendie est maîtrisé dans une maison collective de la région, tandis qu'une cabane brûle dans la campagne genevoise.

Bref, plutôt que de nous perdre ici dans trop de suppositions, revenons en à d'autres débats.

Pour l'information il peut être intéressant de présenter le déroulement pratique de l'affaire. On retiendra ainsi que lorsque les pompiers interviennent pour un incendie, il s'ensuit automatiquement tout une valse de pandores... En effet, les hommes du feu appellent automatiquement flics ou gendarmes pour un constat. Ces derniers avertissent l'identité judiciaire pour une enquête qui doit déterminer la cause de l'accident. Dans le cas présent, la piste accidentelle étant écartée, une enquête d'office est lancée au tribunal pour une instruction par le procureur de l'arrondissement. Mais dans ce cas de figure, bien que cité par le constat de police comme étant lésé dans cette affaire, pas moyen d'être tenu au courant de l'évolution de l'enquête. Pour cela il faut être partie civile prenante de l'affaire et donc déposer une plainte nominative. Il faut ensuite (et à ses propres frais), se déplacer personnellement jusqu'au tribunal afin de pouvoir consulter les pièces du dossier. Gros gag, chaque page que l'on souhaite copier sera facturée 2.- pièce...

Bien sûr peu de surprises de ce côté là ! L'enquête est bâclée à tous les niveaux, et le procureur tente de la classer le plus rapidement possible.

Pour en finir, et pour rire un peu, précisons encore l'intervention des flics et pompiers. On ne se lassera jamais de leur manière de faire. Une fois de plus, ce fut une belle démonstration de leur utilité et de leurs compétences insoupçonnées...

Ce lundi soir donc, l'incendie monopolise toute la maison dans l'urgence. Extincteurs et chaînes de seaux d'eau en renfort, nous parvenons à maîtriser le feu par nous-mêmes. Dans la panique quelqu'un appelle les pompiers. Ces derniers, déjà avertis par un voisin, mettront encore bien 30 minutes pour arriver sur les lieux (quelle rapidité...). Toutes sirènes hurlantes, leur camion passe tout droit devant la maison. Il leur faudra encore 5 minutes pour s'en rendre compte, faire

demi-tour et trouver la bonne adresse (quelle efficacité!). On se demande encore s'ils connaissent le GPS, mais il est vrai qu'il faut encore savoir s'en servir... Puis, oh imprévu (!) ces derniers ne parviennent pas à manœuvrer pour entrer leur véhicule par le portail du jardin (auraient-ils trouvé leur permis de conduire dans un paquet surprise...?). En tout cas, belle entrée en matière. Deux éclaireurs sont alors envoyés à pied jusqu'à la roulotte. Mais plutôt que de prendre la situation en main, comme on pourrait s'y attendre, ils nous conseillent simplement de continuer à arroser la roulotte avec nos seaux d'eau, précisant qu'il faut faire attention à ne pas se brûler ni à respirer trop de fumée (mais quelle belle conscience professionnelle...). Pendant ce temps, ces deux « professionnels » restent là, plantés comme des poteaux et nous regardent faire. De toute évidence, ils préfèrent tuer le temps au téléphone en appelant les flics pour faire venir une patrouille.

Une première voiture du 117 arrive sur place et profite de la situation pour tenter de contrôler l'identité de toutes les personnes présentes. En sous-nombre, ils n'arriveront évidemment pas à leurs fins. Une deuxième patrouille est alors appelée en renfort. Pendant ce temps, l'occupant de la roulotte est auditionné par le « flic chef ». Dans la voiture de ce dernier, ils seront interrompus deux fois par des imprévus majeurs ! Une première fois lorsque la deuxième patrouille, perdue dans le village, appelle le chef pour retrouver son chemin (quel sens inné de l'orientation...). Puis une deuxième fois par ces mêmes boulets dépêchés sur les lieux pour prendre les identités ; dans une incroyable prise d'initiative et confiance en eux ils appellent à nouveau leur supérieur par téléphone : « chef chef, ils sont tous en train de partir dans la nature... queskon fait, on leur court après? » (beau respect de la toute puissante hiérarchie...). Leur chef leur dit de laisser tomber et ils s'en vont...

Le lendemain, les inspecteurs de l'identité judiciaire démontreront eux aussi qu'ils sont toujours fidèles à eux-mêmes : Devant une situation aussi évidente, ils essayeront par tous les moyens de prouver que le feu a été accidentel. Vraisemblablement déçus par les indices, ils mettront bien du temps pour être formels : Ils n'arriveront pas à articuler que le feu est criminel, mais lâcheront simplement « cet incendie n'est pas accidentel ». En toute logique, on s'attendrait qu'une fois ce constat fait, ils se mettent à leur travail (prise d'empreinte, recherche de traces de chaussures...), mais ils préféreront continuer leur « mission » en posant des questions « rien à voir » et en faisant des commentaires complètement hors-sujet. Du genre « beau jardin mais c'est quand même un peu le chenit » ou encore « belle maison, mais le balcon ressemble un peu à une déchèterie » (fine analyse pour des enquêteurs). Alors qu'ils se sont précisément déplacés pour expertiser les causes d'un incendie, on ne pourra que reconnaître leur talent de fins limiers.

Qu'ils brûlent nos roulottes, qu'ils s'attaquent aux maisons, qu'ils sabotent nos installations électriques, qu'ils emmènent nos portes et brisent nos fenêtres, ou encore qu'ils cimentent nos arrivées d'eau, NOUS RESTERONS ! Le squat de Coppet s'organise et résiste !

À suivre...

Lausanne : Nouveau squat au chemin des Sauges

Maisons vides

Maisons à occuper

Le 30 mai 2012. Voilà un mois et quatre jours que nous occupons une maison de deux étages au chemin des Sauges 18 à Lausanne. Une jolie maison à la façade grise et partiellement murée, aux volets bleus, noyée dans le vert du grand jardin en friche et du lierre qui l'entourent. C'est tout ce que nous pouvions en percevoir avant de l'occuper, un 26 avril frisquet.

Dans la réalité, nous avons vite pu constater la vétusté de certaines parties de la maison ; réseau électrique ancien, canalisations percées, la totalité des cuvettes de toilettes fendues. Certes, mais c'est surtout son potentiel qui nous a frappé. D'un petit immeuble divisé en trois appartements de trois pièces chacun à vocation individuelle ou familiale, nous sommes passé·e·s à une véritable maison collective pouvant accueillir une dizaine de personnes, enfants compris. Nous avons commencé par démurer les fenêtres de briques. La cave, froide et humide, reçut à nouveau la lumière du jour, et nous y avons fait de la place pour l'atelier, le stock de matos et les outils de jardinage. Dès les premiers jours, nous avons aussi nettoyé les abords de la maison et invité le voisinage. Certain·e·s nous ont amené des tartes, des graines, du fumier de lapin, d'autres ont échangé leurs opinions avec nous. On a mis des visages derrière les murs...

Pour beaucoup d'entre-nous, il s'agit de la première occupation. Voici pour l'idylle.

La parcelle appartient à la Caisse de pensions du personnel communal (CPCL), mais c'est avec le service des gérances, mandaté pour gérer la bâtisse, que nous essayons de communiquer. Nous avons entamé une discussion, mais assez vite le dialogue s'est rompu, ou du moins est-il devenu obscur. Puis, la cheffe du service des gérances, Elinora Krebs, a refusé de venir mettre le compteur à eau, arguant la dangerosité du bâtiment. Encore et toujours ce bon vieux argument sécuritaire. Suite à cela, nous n'avons plus entendu parler d'elle... Le 17 mai, ils nous ont, en consensus avec le conseil d'administration de la CPCL, « enjoint à quitter l'immeuble dans les meilleurs délais en estimant que notre vie est en danger ». On s'en tape un peu, après tout. Des ami·e·s nous ont aidé à cuivrer tout ça et désormais l'eau de la Louve coule à flots, bien fraîche. Le projet qui concerne la parcelle, un immeuble de 22 logements, déjà bien avancé au moment où nous sommes rentrés, a tout d'un coup accéléré, selon les dires du proprio. Il semblerait que les

Sinon, de l'intérieur, d'après les informations que nous avons eues et les visites que nous avons pu faire, il semblerait que la maison soit en assez bon état, bien qu'il y aurait eu des soucis avec l'électricité. Motifs qui avaient d'ailleurs été invoqués par la Ville de Lausanne pour virer les précédent·e·s occupant·e·s, membres de l'ALJF (Assoc. pour le Logement des Jeunes en Formation), en octobre 2011.

travaux commenceront tout bientôt, affirme Grégoire Junod en bon toutou (municipal à la direction du service du logement et de la culture). « Le 17 juin précisément », nous dit-il. Le 17 juin est un dimanche. Il n'en a probablement rien à cirer de toute manière, il est à des lieues du concept d'occupation d'espaces vides. Il nous parle aussi d'une séance de conciliation qui fixerait une date de départ. Mais à ce jour, nous n'avons toujours aucune nouvelle. En tout cas, tout·e·s se sont mis·e·s d'accord qu'il fallait partir bientôt parce qu'il fallait démolir, ou qu'il fallait démolir pour partir bientôt... De notre côté, nous demandons toujours à voir le planning de chantier, parce que nous ne partions pas tant qu'il n'y aura pas des preuves tangibles que la reconstruction suivra directement la démolition. Jusque là, nous y sommes, vivant·e·s et bien portant·e·s. Passez donc !

Squat de la Louve, chemin des Sauges 18, Lausanne .

BRÉLAZ, LE FRIC ET LA CPCL

La Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne est actuellement en déficit d'environ 220 millions de francs. Pour y remédier, les rentes seront abaissées en 2013 et la Ville, généreuse, recapitalisera la somme de 182 millions. De cette somme, 100 millions seront immédiatement prêtés à la ville à un taux de 3,5%... Quant aux 37 millions restants, ils seront supportés par les transports publics lausannois.

Mais que fait donc Brélaz là-dedans ? Syndic de Lausanne, président de la CPCL et actionnaire des TL (entre autres...).

A voir, il aime bien jouer avec le fric. Et il porte la multiple casquette. Il faut croire qu'il a aussi bien compris le système des vases communicants...



L'État assassine et criminalise la solidarité

Procès contre les personnes arrêté-e-s lors de la manifestation à Fribourg en juin 2010

Rappel des faits :

Le 11 mars 2010, Skander Vogt, un détenu du pénitencier suisse de Bochuz incendie son matelas pour protester contre la confiscation de sa radio. Les surveillants n'interviennent pas et le laissent mourir d'asphyxie dans sa cellule. La plainte de sa soeur contre les matons qui l'ont laissé mourir a également été classée de la même manière par le juge d'instruction.

Le 17 mars 2010, un requérant d'asile débouté meurt à l'aéroport de Zurich des suites de son immobilisation violente et prolongée : il s'opposait à son expulsion. Après un « moratoire » de quelques mois, les déportations de requérantEs d'asile continuent de plus belle après que l'Office des Migrations a fait appel à la complicité « d'observateur-trice-s » lors des vols forcés. Belle différence.

Le 18 avril 2010, après le vol de trois véhicules chez un concessionnaire, un jeune homme de Vaulx-en-Velin (France) est tué par la police sur l'autoroute A1 d'une balle dans la tête. Alors qu'un barrage bloque l'autoroute, un policier fait feu à sept reprises sur la voiture avec un fusil mitrailleur. Deux jours après avoir assassiné sa victime, le policier retournait travailler comme si de rien n'était, nullement sanctionné ni inquiété. Le procureur fribourgeois classe l'affaire, estimant que les conditions ne sont pas réunies pour accuser son collègue gendarme... curieux.

Trois morts, victimes de la violence d'État, en un mois. Et ça ne s'arrête pas là. C'est la routine d'un État qui, pour se maintenir en place, pour pouvoir continuer à dominer son bon peuple, doit user de violence en chaque instant.

Face à cette situation, des gens se mobilisent et manifestent leur colère et leur solidarité lors d'une manifestation déterminée en juin 2010 à Fribourg. C'est dans une prison de cette ville que l'État suisse a enfermé le frère du jeune mort sur l'autoroute, arrêté alors qu'il était venu en Suisse pour l'enterrement de son frère. Mais les autorités prennent peur devant cette rage - qu'ils savent justifiée - et répriment de plus belle. 47 personnes interpellées, 29 sont relâchées.

Et à présent, ces mêmes institutions, qui légitiment le meurtre et la violence quand ils résultent de leurs représentant-e-s, voudraient condamner la violence de personnes qui refusent cette paix sociale tachée de sang, ce contrat social unilatéral qu'on nous présente comme de la démocratie. Des personnes qui refusent une société qui érige des geôles pour faire respecter ses lois, pour exclure les facteurs perturbateurs dans le fonc-



tionnement de l'économie et enfin pour protéger les riches et les puissants de ceux et celles qui décident de se réapproprier la vie qu'on leur arrache chaque jour.

Pour couvrir la répression et ses propres crimes, l'État met en branle un mécanisme juridique. Celui qui justifiera l'assassinat, celui qui dédouanera le policier tueur, les matons complices et les politiques migratoires meurtrières. La même mécanique essaie maintenant de punir les gens qui ont réagi en solidarité, dégouté-e-s et révolté-e-s, et essaie de les faire passer pour de dangereux émeutier-ère-s criminel-le-s.

Pour le fin mot de l'histoire, le 8 mai a donc eu lieu le procès contre 11 personnes ayant fait opposition à leur condamnation pour émeute. Le juge Alain Gautschi, seul Dieu dans la salle a prononcé son Jugement : 7 personnes acquitté-e-s et 4 condamné-e-s. Les peines vont d'une amende autour de 1000.- à une peine ferme de 60 jours amendes. En outre la personne ayant donné son nom pour la demande d'autorisation à également été condamnée à 20 heures de travail d'intérêt général pour insoumission à l'autorité, n'ayant pas muni „le service d'ordre“ de gilets jaunes. La justice a donc été rendue, des personnes ont été condamnées suite à cette fameuse manifestation qui avait tant secoué Fribourg. Et la prochaine fois que la police tuera, manifestez votre mécontentement de manière paisible et tout ira bien.

Des anarchistes

LAUSANNE : L'ÉMEUTE NE SURVIENT PAS TOUJOURS OÙ ON L'ATTEND...

Les efforts de la police lausannoise pour maintenir l'ordre sur la rue St-Martin, lors de la dernière (et mémorable) fête au squat de la Hache, auront finalement été vains. En effet, c'est ailleurs, lors de la fermeture de bistrot on ne peut plus légaux, qu'ont eu lieu les « émeutes » et les agressions contre les flics que relatent les journaux du 30 mai.

Avec le début de la démolition de la maison des un-e-s et la reprise du travail des autres, le train-train du centre-ville reprend son cours normal... jusqu'à quand ?

BOUFFES POP À LA ZAP (SION)

Désormais chaque mercredi dès 19h, la ZAP (Zone Autonome Permanente) à Sion organise désormais ses bouffes populaires vegan / végétariennes.

La Z.A.P. est un lieu ouvert à toutes et tous. La personne qui veut participer est la bienvenue.

Donc, si tu veux donner un coup de main au magasin gratuit, aux travaux ou cuisiner pour les bouffes, n'hésite pas à venir t'inscrire.

On t'attend à la Ruelle du Guêt 4, à Sion.

Collectif Tumulte

BERNE : ATTAQUER LE FASCISME ET LA SPÉCULATION

Du lundi 7 au mardi 8 mai, le bâtiment à la Gartenstrasse 3 à Berne a été attaqué, plusieurs vitres brisées et l'inscription "Faschisten und Spekulanten angreifen" taguée.

Ce bâtiment avait été occupé au mois de mars. Le propriétaire avait alors engagé la firme de sécurité "Broncos" pour virer les occupant-e-s. Cette entreprise de sécurité provient de la scène du club de motards "broncos" bien connu à Berne pour son comportement facho.

Aujourd'hui le bâtiment est toujours vide.

NO BORDERS

Appel pour le camp international No Border / STOCKHOLM

**Les frontières tuent
Les frontières sont un business
Les frontières sont à Stockholm**

POURQUOI un camp No Border à Stockholm ?

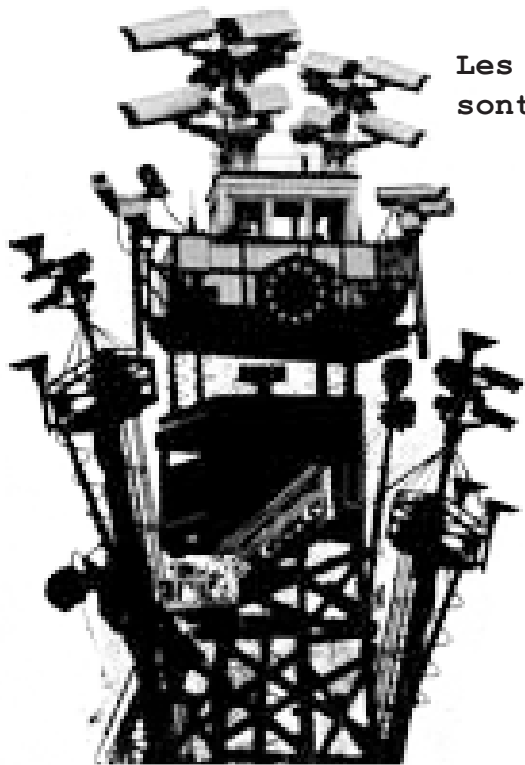
Les frontières nous affectent tous et toutes. Pourtant elles nous touchent différemment selon notre sexe, notre classe et notre appartenance ethnique. La violence et le contrôle de l'État ne se produisent pas seulement à l'extérieur des zones frontalières, mais aussi dans les aéroports, les hôpitaux, les ports, les métros, les écoles, les lieux de travail, les rues... Violence et contrôle se répandent comme un gaz toxique dans l'air que nous respirons et deviennent partie intégrante de notre vie quotidienne. La chasse constante aux migrant·e·s légitime la persécution de tous ceux et celles qui n'acceptent pas l'ordre établi. Les frontières créent le racisme.

La gestion politique des frontières est commune au sein de l'UE et la Suède y prend un rôle actif. Les non-européen·ne·s qui traversent les frontières sont criminalisé·e·s, mis·e·s en prison et déporté·e·s : la migration est perçue en tant que menace pour la sécurité. En Suède, les politiques migratoires visent également à être plus efficaces et de moins en moins chères. Elles sont d'autant plus efficaces avec une police spécialement formée qui travaille de concert avec les services de l'inspection du travail, menant des raids dans les entreprises, les usines et des décisions de plus en plus rapides, des déportations express, de masse, et coordonnées par FRONTEX. Cette année, les déportations ont augmenté de 40%.

Les frontières créent des « illégaux » facilement exploitables par le capitalisme. Elles créent des travailleurs pas chers pour l'État et les entrepreneurs privés. Des travailleurs et travailleuses qui sont exploité·e·s et en même temps utilisé·e·s pour saper les niveaux de salaire et les filets de sécurité sociale. La politique des frontières permet aux entreprises de gagner beaucoup d'argent sur les expulsions de la machine étatique, avec ses services de contrôle, d'identification, de surveillance, des besoins de sécurité que les politiques des frontières ont inventés.

Les violences aux frontières sont toujours étouffées. Pour être déportées, les personnes sont conduites avec des menottes, des couches, bourrées de sédatifs, placés en attente dans les halls réservés aux marchandises. Les centres de rétention sont construits en périphérie des villes, cachés dans les zones industrielles, loin des yeux du public. Les entreprises peuvent, sans jamais être inquiétées quant à leur responsabilité, faire de l'argent dans un « marché » devenu extrêmement lucratif. Mais c'est quelque chose que nous avons l'obligation morale de refuser et de détruire. Les frontières sont constamment remises en question par les traversées qu'effectuent les illégaux ; la citoyenneté est en permanence contestée par des personnes qui tentent d'exister dans des espaces où la citoyenneté leur est refusée ; ces murs sont dépassés par la résistance et l'évasion.

**Les frontières
sont partout**



CAMP NO BORDER STOCKHOLM

17.6 – 24.6 2012

7 jours d'ateliers, de discussions, d'actions directes
contre les frontières et les politiques sécuritaires.

noborderstockholm.org

NO NATIONS !

17 -24 juin 2012

Nous appelons tous les gens à amener leur rage contre les frontières dans les rues de Stockholm afin de briser le silence en nous opposant aux frontières et à leur violence. Nous appelons à une semaine d'action directe contre la politique des frontières et de sécurité qui va avec ; à se rendre à Stockholm afin de montrer votre résistance et votre dissidence contre le racisme ainsi que votre amour pour un monde sans frontières, sans contrôle, sans papiers. Venez détruire ce qui nous opprime tous et toutes et créer quelque chose de nouveau.

OBJECTIFS DU CAMP ET SES ACTIONS ?

Mettre en évidence et agir contre les entreprises et les intérêts des entreprises qui profitent des politiques migratoires des États.

Partager nos expériences, nos connaissances, pour enrichir notre combat et être en mesure de mener des campagnes de solidarité, de lutte contre l'État-Nation et ses politiques migratoires.

Faire avancer l'idée d'une libre circulation et d'un monde sans frontières dans le débat public.

QUESTIONS PRATIQUES :

- La construction du camp débutera la deuxième semaine de juin;
- Le camp débute à partir du 17 juin et se poursuivra jusqu'au 24;
- Le 17 juin, il y aura une manifestation de masse dans le centre de Stockholm pour un monde sans frontières;
- Le 18, il y aura une action de solidarité avec les personnes détenues dans le centre de détention de M.
- Pendant la semaine des actions sont également prévues contre l'enfermement, les déportations, les profiteurs, la répression, les entreprises qui exploitent les travailleurs migrant-e-s et assurent la sécurité de ces prisons.

Contact:
noborderstockholm.org
info@noborderstockholm.org



No Border Camp 2012 KÖLN/ DÜSSELDORF ! 13-22 juillet 2012

Se rassembler, échanger, faire du lien et se préparer à l'action.

De quoi s'agit-il?

Pour s'engager ensemble sous différentes formes contre les expulsions de masse, Frontex, l'antiziganisme, le racisme ordinaire et les discours d'extrême droite; Pour s'informer et se former sur le racisme institutionnel, sur les conditions de vie catastrophiques des réfugié-e-s et des migrant-e-s et le combat pour le droit à une vie digne pour tous. Pour s'informer sur les causes de l'émigration, sur le (post-) colonialisme et la situation meurtrière aux frontières extérieures ainsi que sur beaucoup d'autres sujets. Blanchitude et Empowerment vont jouer un rôle important.

Le camp se veut un lieu où l'on traite ensemble la critique du racisme et les perspectives antifascistes, féministes et anticapitalistes. Un lieu qui peut renforcer l'échange mutuel et faire naître des nouvelles alliances, où les combats des réfugiés et des personnes de couleur rencontrent ceux des personnes de peau blanche qui critiquent le racisme.

Venez au camp, venez avec des idées pour des ateliers, des actions ou sans raison particulière.
No Borders No Nations! Pas de frontières Pas de nations!

<http://noborder.antira.info/fr/noborder-camp-2012-kolndusseldorf-2/>

VIOLENCES SEXISTES : BROCHURE ET EXPO

Suite à la récolte de témoignages du collectif féministe SOUS LE TAPIS L'PAVÉ, nous avons l'immense plaisir de vous annoncer la sortie prochaine d'une incroyable brochure ainsi qu'une fascinante expo du 27 septembre au 5 octobre 2012 à l'Espace Autogéré. Ça parle des violences sexistes... ça va faire mal !

DEVINETTE

Quelle est la différence entre un gendarme ?

Réponse : il ne sait ni lire.

JUIN

SAM 9 | PARC VELODROME

- Critical Mass, rendez-vous au parking Vélodrome à 15h.

SAM 9 | ESPACE AUTOGÉRÉ

- Soirée de soutien aux TurboMongols. Concerts : Coverkill + Puer + Chikitas + Bagheera, 22h.

MAR 12 | LA FLORE

- Infokiosk pour le festival Inter-squat, 18h.

MER 13 | LE RUCLON

- Concerts : René Binamé + Maniaco-boite à rythme + Warfools, 22h.

JEU 14 | LE RUCLON

- Concerts : Headwar + Los Caidos + Society's Product's, 22h.

JEU 14 | ESPACE AUTOGÉRÉ

- Bouffe de soutien au mouvement afro-congolais, 20h. 21h15, projection du documentaire "Les monstres qui dorment". 21h45, discussion autour du docu.

SAM 16 | ESPACE AUTOGÉRÉ

- Concerts : Vialka, 22h.

MER 20 | LE RUCLON

- Disco propre, amène ta panosse ! 22h

MER 20 | TURBOMONGOLS

- Jam peinture, 14h.

JEU 21 | ESPACE AUTOGÉRÉ

- Concerts : Anti-Clockwise (hardcore) + Infinite Livez (rap), 22h

SAM 23 | ESPACE AUTOGÉRÉ

- Soirée de soutien au mouvement afro-congolais : musique, danse, concert de percussions, humour.

LUN 25 | DÉZERT

- Concerts : Don Vito + Le Singe Blanc, 19h.

SAM 30 | ESPACE AUTOGERE

- Soirée de soutien aux manifestant-e-s de la manif de Fribourg, Espace Autogéré, bouffe pop 20h, concerts 22h.

SAM 30 | LA LAITERIE

- Fête dans la rue, dès 17h.

JUILLET

VEN 8 | ESPACE AUTOGÉRÉ

- Concerts RKC : La miseria de tu rostro (hardcore) + groupes surprises

ACTIVITÉS

- **POTAGE DE PLOMB'S** - bouffe pop végétarienne-lienne, tous les jeudi à 20h. ESPACE AUTOGÉRÉ

- **Atelier vélo La Rustine** tous les mercredi à la Grêle, 15h à 20h.

- **Cours d'espagnol** chaque lundi à 18h30 et **cours de self défense** chaque mercredi à 18h30 au TurboMongols.

ADRESSES

La Grêle – Avenue de France 63
La Laiterie – Rue Marterey 23
Le Ruclon – Chemin de la Prairie 4 (Nyon)
Espace Autogéré – César-Roux 30
Le Désert, Pierrefleur 72
TurboMongols, Ruchonnet 36
La Flore, chemin des Osches 37

RENCONTRE INTERNATIONALE ANARCHISTE 2012

Du 9 au 12 août 2012 se tiendra à St-Imier (Jura Bernois, CH) une rencontre internationale entre libertaires de tout poils, ainsi que toutes personnes désirant faire connaissance ou connaître d'avantage les différentes mouvances anarchistes.

Ces rencontres internationales d'août 2012 seront l'occasion de faire le bilan de l'histoire du mouvement anarchiste, ses idées, ses réalisations, ses espoirs, ses défaites ; ce qu'il en reste aujourd'hui ; les combats qui sont les siens et ceux qu'il partage avec d'autres : antimilitarisme, antiracisme, antisexisme, autogestion, décroissance, éducation, féminisme, internationalisme, non-violence, etc.

Un certain nombre d'ateliers et de manifestations sont d'ores et déjà prévus : conférences historiques, conférences thématiques, théâtre, concerts, expositions, cinéma, salon du livre, radio. Cette manifestation internationale sera publique et se veut ouverte à l'ensemble du mouvement anarchiste international mais aussi à l'ensemble de la population, sans discrimination.

Contactez le Comité d'organisation des Rencontres Internationales de l'Anarchisme St-Imier 2012 : <http://www.anarchisme2012.ch/>

